Cahier de doléances du Tiers État de Nègrepelisse (Tarn-et-Garonne)

Cahier des doléances, plaintes et très respectueuses remontrances que la ville et communauté de Nègrepelisse, sénéchaussée de Montauban en Quercy... a rédigé dans son assemblée générale, tenue à cet effet le 8 mars 1789, sous la présidence de M^e Paul-François Bonnet, avocat en parlement, et le plus ancien en la justice du lieu, en l'absence de Monsieur le Juge et des autres officiers du siège.

Article premier. La ville de Nègrepelisse, située à deux lieues de Montauban, est composée de 350 feux et son consulat en renferme 750. Le terroir de cette communauté, léger dans son ensemble, n'a qu'une production très insuffisante à sa population puisque dans leur année même la plus abondante, après avoir acquitté la dîme, les frais de culture, les impôts royaux, les redevances seigneuriales, les cas fortuits et les semences, il ne reste au propriétaire que le quart du revenu.

Il résulte donc que la communauté de Nègrepelisse est très dans le cas d'obtenir un soulagement sur les impôts; et pour y parvenir, sans qu'il en coûte ni à l'État ni au Trésor royal, Sa Majesté est suppliée de vouloir ordonner que les biens ecclésiastiques et les biens nobles seront également compris à la taille et à toutes les autres impositions généralement quelconques, tant pour les besoins de la nation que pour les frais locaux à l'avantage desquels ils ont participé jusqu'ici sans néanmoins contribuer au fardeau des charges municipales.

Le dernier système d'impositions qu'on a désigné sous le nom d'impôt territorial serait d'autant plus préférable à tout autre impôt, qu'en établissant l'égalité la plus exacte entre tous les contribuables, il fournirait de grandes ressources au roi sans surcharger la nation.

Art. 2. La capitation annuelle de la ville et communauté de Nègrepelisse est encore exorbitante, soit qu'on la compare au taux de celle des communautés voisines, soit que l'on considère que, lorsque la capitation fut créée sur le pied où elle se trouve, la ville de Nègrepelisse jouissait alors des avantages d'un commerce qu'elle n'a plus aujourd'hui

Le commerce de Nègrepelisse, qui en faisait l'unique et principale ressource, consistant en une fabrique de cadis, fut éteint lorsque la France céda le Canada, et c'est en vain que, depuis cette époque, les habitants les plus industriels de cette ville ont tenté de le vérifier par une fabrication de toiles de coton.

Ce nouveau commerce, mal entendu, mal conduit et peu protégé, ne donne plus aujourd'hui aux habitants de cette cité ni les avantages, ni les ressources qu'ils avaient autrefois, ce qu'ils pourraient néanmoins espérer d'atteindre bientôt, s'il plaisait à Sa Majesté de le ranimer par quelque espèce d'encouragement, et d'en rendre la fabrication plus exacte et plus régulière en le soumettant à des lois d'ordre, telles par exemple que de rétablir les offices municipaux dans le droit d'en être les juges et de l'inspecter exclusivement.

Pour favoriser d'autant plus ce commerce régénéré sous les auspices de son roi, la ville de Nègrepelisse, dont l'Aveyron baigne les murs, supplierait Sa Majesté de rétablir cette rivière dans son état de navigation primitive qui n'a été interrompue que par la négligence de certains propriétaires à entretenir les écluses et pas volants.

Il serait également très utile, pour le commerce en général, que Sa Majesté voulût ordonner l'ouverture d'une grande route qui, de Montauban, passant par Nègrepelisse, Bruniquel et la forêt royale de Grésigne, allât se communiquer à celle que les États du Languedoc ont nouvellement pratiquée pour l'utilité du pays d'Albigeois.

Cet embranchement établirait entre cette dernière province et celle du Quercy une communication qui paraît inséparable de leur voisinage.

Indépendamment des avantages locaux de cette double opération, il en résulterait un bien particulier

pour Sa Majesté elle-même, qui verrait quadrupler au moins les revenus de sa forêt royale de Grésigne par la plus grande facilité de l'exportation des bois de construction navale, des merrains et autres bois dont cette forêt abonde sans pouvoir aucunement les utiliser.

Art. 3. La ville et communauté de Nègrepelisse, ayant été dépouillée de la nomination de ses officiers municipaux par l'édit du mois de novembre 1771, elle supplie Sa Majesté de vouloir la rétablir dans la faculté de lui présenter cette nomination d'officiers pour ensuite la confirmer du sceau de son autorité; et, enfin d'inspirer parmi les habitants une émulation toujours avantageuse au bien public, il conviendrait que ces officiers fussent changés et remplacés, par moitié tous les ans.

Pour aider les officiers municipaux et dans leur travail et dans leurs fonctions, la ville et communauté de Nègrepelisse croit intéressant de supplier Sa Majesté de lui accorder l'établissement d'un conseil politique composé de huit membres au plus, d'un syndic, habitant de la communauté, d'un syndic des biens-tenants forains, d'un procureur du roi de ville pour la police et d'un secrétaire-greffier qui serait le seul stable.

La ville et communauté de Nègrepelisse supplierait Sa Majesté de vouloir accorder à ce Corps Municipal ainsi formé le droit de délibérations des communautés ordinaires, l'inspection des fabriques et manufactures et la juridiction de la police dans toute l'étendue de la communauté, souverainement et en dernier ressort, jusqu'à la somme de 15 livres, ainsi que pour toutes les contestations à raison d'injures verbales légères, à la charge que les jugements seraient rendus par un officier municipal assisté de deux conseillers politiques, au moins, et sur les conclusions du procureur du roi pour la police.

De cet ordre de choses il résulterait et une meilleure administration pour le bien général de la communauté et un grand avantage particulier pour les habitants puisque, forcés de recourir jusqu'ici, aux tribunaux de la justice ordinaire à raison de ces objets médiocres, ils sont totalement écrasés en frais, et même souvent hors d'état de pouvoir obtenir la justice qu'ils ont néanmoins le droit de prétendre

Instruits par une trop malheureuse expérience que la moins-dite, que tout citoyen peut faire pour la levée des impôts royaux, tourne presque toujours au détriment des contribuables, souvent les plus pauvres et les plus malheureux, les habitants de la ville et communauté de Nègrepelisse ne cesseront d'intercéder auprès du trône pour tâcher d'en obtenir la proscription totale et pour solliciter Sa Majesté de confier, à l'avenir et exclusivement, cette collecte aux officiers municipaux qui, choisis par la communauté, lui seront toujours agréables dans une fonction la plus délicate de toutes les fonctions municipales.

Les archives de la ville et communauté de Nègrepelisse sont remplies de titres et chartes qui prouvent que les rois de France, du domaine desquels elle faisait jadis une dépendance, lui accordèrent alors des droits, des libertés et des franchises honorables, dont elle se voit privée depuis, qu'elle est passée sous la dépendance des seigneurs particuliers et qu'elle n'a plus l'honneur de relever directement de la couronne. Jalouse de reprendre son ancien lustre et ses glorieux privilèges, la communauté de Nègrepelisse supplie Sa Majesté de vouloir lui permettre de poursuivre, par toutes les voies légales, le rétablissement de tous ses anciens droits libertés et franchises que des temps malheureux lui ont usurpés.

La ville de Nègrepelisse possède dans son sein un hôpital richement doté par les bienfaits du grand Turenne. Cet établissement, régi par des administrations particulières, ne fait pas l'honneur à la municipalité de la comprendre dans le nombre de ses administrateurs. Une pareille exclusion paraît également contraire à l'ordre public et aux intérêts de cette honorable fondation Sa Majesté est donc très humblement suppliée de vouloir ordonner que les officiers municipaux feront, à l'avenir, partie de l'administration de cet hôpital, privilège du reste qui semble devoir leur être acquis par la dotation annuelle de la communauté qui charge les soeurs de l'ordre de Nevers des classes publiques de la ville de Nègrepelisse

Art. 4. La ville et communauté de Nègrepelisse a toujours joui de la prérogative d'avoir dans son enceinte un tribunal de justice de première instance; elle prouverait même, par des titres authentiques, que le juge de la juridiction était tenu de prêter serment entre les mains des officiers municipaux qui avaient même le droit de l'assister dans les jugements des causes criminelles; ce serait donc priver du

plus grand de tous les privilèges les habitants d'une ville, devenue par sa population l'une des plus considérables de la sénéchaussée, que de lui enlever la présence de ses juges

L'intention de Sa Majesté, le désir du Gouvernement et le voeu de la nation entière est de rapprocher les juges de leurs justiciables; peut-on mieux y réussir qu'en conservant les justices de première instance, sous l'obligation des juges qu'ils seront gradués, qu'ils seront résidents dans le chef-lieu la juridiction, et que, tant eux que tous les autres officiers et suppôts des sièges, seront inamovibles, si ce n'est pour cas de forfaiture ou de malversation préalablement jugés ?

Pour restreindre même l'acharnement des plaideurs qui, par des appels multiples, cherchent à se soustraire à la condamnation qu'ils méritent ou à se ruiner en frais, eux et leurs adversaires, la ville et communauté de Nègrepelisse supplie Sa Majesté de vouloir accorder aux juges de première instance la compétence souveraine et en dernier ressort jusqu'à la somme de 150 livres.

Art. 5. Le rétablissement des États Généraux du royaume étant le seul préservatif aux maux qui pourraient désormais affliger la nation, la ville et communauté de Nègrepelisse supplie Sa Majesté d'ordonner, comme loi constitutionnelle et invariable de la monarchie, qu'ils s'assembleront une fois tous les dix ans au moins; qu'ils seront composés d'un égal nombre de représentants du Tiers État à celui des deux autres ordres du clergé et de la noblesse réunis; qu'il y sera délibéré par tête et non par ordre, et que ce sera devant ce tribunal auguste qu'à l'avenir, les détenteurs des fonds royaux seront tenus de rendre leurs comptes.

Le bien particulier ne pouvant dériver que du bien général, la ville et communauté de Nègrepelisse ne cessera de solliciter Sa Majesté de vouloir rétablir, à l'instar des États Généraux, les états particuliers de la province du Quercy et de maintenir la ville de Nègrepelisse dans le droit qu'elle a d'y envoyer des représentants.

Pour éviter les frais immenses que la perception actuelle des impôts nécessite, la ville et communauté de Nègrepelisse supplie Sa Majesté de vouloir établir un caissier dépendant des états particuliers de chaque province qui recevrait directement des collecteurs de chaque communauté la quotité des impôts et les verserait ainsi lui-même dans les coffres du roi.

Art. 6. Les notaires étant chargés de la plus importante de toutes les fonctions civiles, il serait à désirer que le Gouvernement cherchât à assurer la considération de ceux qui exercent cet état. La ville et communauté de Nègrepelisse ne peut donc que supplier Sa Majesté d'ordonner qu'il n'existera plus dans son royaume de notaires autres que les notaires royaux, et que les sujets qui désireront d'occuper ces offices seront tenus d'être gradués et de faire, en outre, la preuve la plus rigoureuse et de leur capacité, et de leur sage conduite, et de leurs bonne vie et moeurs.

Rien de plus sage que l'édit du contrôle pour contenir les notaires dans leurs devoirs et pour assurer la conservation de nos propriétés. Mais le taux sur lequel l'avidité des traitants l'a fait progressivement monter, depuis son établissement, par l'arbitraire de leur perception, force la ville et communauté de Nègrepelisse de demander à Sa Majesté la correction de ce tarif.

Art. 7. Le nom français, qui distingue ce royaume de toutes les autres nations de l'univers et qui l'appelle à la liberté, enhardit les habitants de Nègrepelisse de supplier Sa Majesté de rédimmer la nation, au moyen d'un dédommagement pécuniaire, de ces espèces de servitudes dans lesquelles un reste de l'ancien régime féodal la tient encore asservie, telle par exemple que les banalités, les prélations et autres droits de ce genre.

Par ce même motif, la ville et communauté de Nègrepelisse supplie encore Sa Majesté de vouloir supprimer le tirement du sort pour les milices, et d'anéantir, sans distinction, dans tout l'intérieur de son royaume, les aides et gabelles dont l'établissement fiscal est aussi contraire à la politique que nuisible au commerce et à l'agriculture.

Comme il est juste, dans un gouvernement quelconque, de partager également les avantages et les charges entre tous les individus, la ville de Nègrepelisse croit devoir réclamer auprès de Sa Majesté qu'il lui plaise d'admettre, sans distinction et concurrence, le Tiers-état avec la Noblesse dans tous les emplois tant ecclésiastiques et militaires que civils.

Les ressources de la France seraient incalculables si Sa Majesté jouissait de tous les domaines de sa couronne. La ville de Nègrepelisse supplie donc Sa Majesté de rentrer dans tous ses domaines engagés dont la production annuelle, quadruplant, et au delà, le prix des engagements, contribuerait à faire alléger la nation d'autant du fardeau des charges publiques.

En clôturant enfin le tableau de leurs doléances, les habitants de Nègrepelisse, protestent le plus respectueusement de leur fidélité et de leur soumission; et comme français, braves, reconnaissants et généreux, ils vont redoubler leurs vœux, leur zèle et leur amour pour la conservation et la prospérité de la personne sacrée de Louis XVI et de son auguste famille.

A Nègrepelisse, dans la salle ordinaire des assemblées de l'hôtel de ville, le susdit jour, 8 mars 1789; et ont signé ceux qui savent.